

La réforme du CESE : une étape historique pour la vie démocratique

Catégorie

Éclairages

Date de publication

Publiée le 17/12/2020

Sous-titre

La loi organique portant réforme du Conseil économique, social et environnemental, adoptée le 15 janvier 2021, est entrée en vigueur le 1er avril.

Chapeau

[Consulter le texte de loi](#)

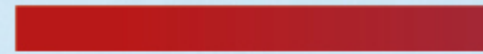
La réforme du CESE marque un tournant historique pour l'institution et confirme la transformation entamée ces dernières années. Elle accroît la place de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques, et fait du CESE le carrefour des consultations publiques et l'institution de référence en matière de participation citoyenne.

Composition, participation citoyenne, place du Conseil dans le débat public ou encore coopération avec les territoires : le point sur les évolutions majeures du Conseil.

Corps

Vignette (crop 694x395)

La



co

La réforme du

CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL





LE CESE, MIROIR DE LA FRANCE ACTIVE ET DE SES TERRITOIRES

Troisième assemblée constitutionnelle de la République, le Conseil économique, social et environnemental est un rouage essentiel à notre démocratie. Il **conseille le Gouvernement et le Parlement** et **participe à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques** dans ses champs de compétences. Il favorise le **dialogue** entre les différentes composantes de la **société civile organisée**, les citoyens par l'intégration de leur parole à ses travaux et les décideurs. Il fonde son travail sur l'écoute et la recherche de l'accord le plus large et il propose des solutions pour **répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain**.



1925

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE

Composé de 47 membres syndicalistes ouvriers, chefs d'entreprises, représentants du monde agricole et associatifs - son activité fut essentielle dans l'élaboration du **nouveau droit social français**.

1940

SUPPRESSION

Le CNE est supprimé par le gouvernement de Vichy.

1946

CONSEIL ÉCONOMIQUE

A l'appel des mouvements de résistance, un Conseil économique est refondé avec 164 membres, laissant une large place aux syndicats de travailleurs dans le cadre des débats autour de la **reconstruction** et de la **modernisation économique de la France**.

1958

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Désormais **inscrit dans la constitution**, le CES se compose de près de 200 membres.

2008


CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Depuis la réforme de la Constitution le CESE se compose de 233 membres, les groupes environnementaux et peut être saisi par voie de **pétition**.

RÉFORME

Votée par le référendum du 21 décembre 2007, la réforme a donné la place de l'élaboration de la loi en faisant passer **des consommateurs** à l'institution de **participation**.



A portrait of Thierry BeauDET, President of the Council for Economic, Social and Environmental Advice (CESE), sitting in a red upholstered assembly hall. He is wearing a blue suit and a dark tie, smiling at the camera. The background shows rows of red seats and wooden paneling.

THIERRY BEAUDET

Président du Conseil économique,
social et environnemental

*Dans la maison démocratie, nous sommes le lieu de la société agissante que nos
organisations incarnent partout sur le terrain et dans tout le pays.
Nous sommes l'addition de corps intermédiaires et d'organisations économiques, sociales
environnementales variées et engagées. Notre assemblée cultive le sens du dialogue
du futur et le sens du projet partagé pour servir l'action publique en l'éclairant au mieux.
Il nous faut faire vivre au CESE une démocratie mixte et continue qui équilibre
les formes représentatives et participatives, et prenne en compte les usages,
attentes et rythmes nouveaux. C'est le sens de la réforme.*





Le CESE s'inscrit dans une continuité historique, de par **sa constante adaptation à la société civile française et à tous ses territoires** dont il est le miroir, tant sur sa composition qu'au titre de ses missions.



Il dispose aujourd'hui d'une **composition remaniée** à 175 membres, intègre la parole citoyenne aux travaux de la société civile organisée, peut être saisi par voie de pétition plus facilement (150 000 signatures électroniques et ouvert aux jeunes dès 16 ans) et développe sa coopération avec les territoires.



Avec l'insc
participatio
dans
fondamenta
répété perm
une véritab
démocratiqu
société et
tous dans
décisionnels





157 travaux

présentés en assemblée plénière de

32

saisines
gouvernementales

+

2

saisines du président de
l'Assemblée nationale

+

saisines
de

6

saisines
permanentes (RAEF)

+

81

saisines
d'initiative

+

18

résolutions

+

10

études

5

contributions au Programme
National de Réforme

+

2

déclarations
du Bureau



L'Assemblée qui prépare la société de demain

Les conseillers et conseillères se répartissent selon leur appartenance et leurs socio-professionnels. Au sein de leur groupe, ils définissent la position qui sera défendue lors des formations de travail et votent en assemblée plénière du Conseil.



53%

D'HOMMES



47%

DE FEMMES

LE CESE EST LA SEULE A
DE LA RÉPUBLIQUE QUI DONNE
PLACE AUX ORGANISATIONS
JEUNESS



175 membres répartis en 4 pôles

52 REPRÉSENTANTS

DES SALARIÉS

52 REPRÉSENTANTS

DES ENTREPRISES,
DES EXPLOITANTS
AGRICOLES,
DES ARTISANS,
DES PROFESSIONS
LIBÉRALES,
DES MUTUELLES,
DES COOPÉRATIVES
ET DES CHAMBRES
CONSULAIRES

45 REPRÉSENTANTS, DONT 8
REPRÉSENTANTS DES OUTRE-MER
AU TITRE DE LA

COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE & VIE ASSOCIATIVE

26 REPRÉSENTANTS AU TITRE
DE LA

PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT



LES AVIS DU CESE



Avis de la société civile
sur les projets de lois



Substitution des avis CESE
aux avis de divers comités
et commissions

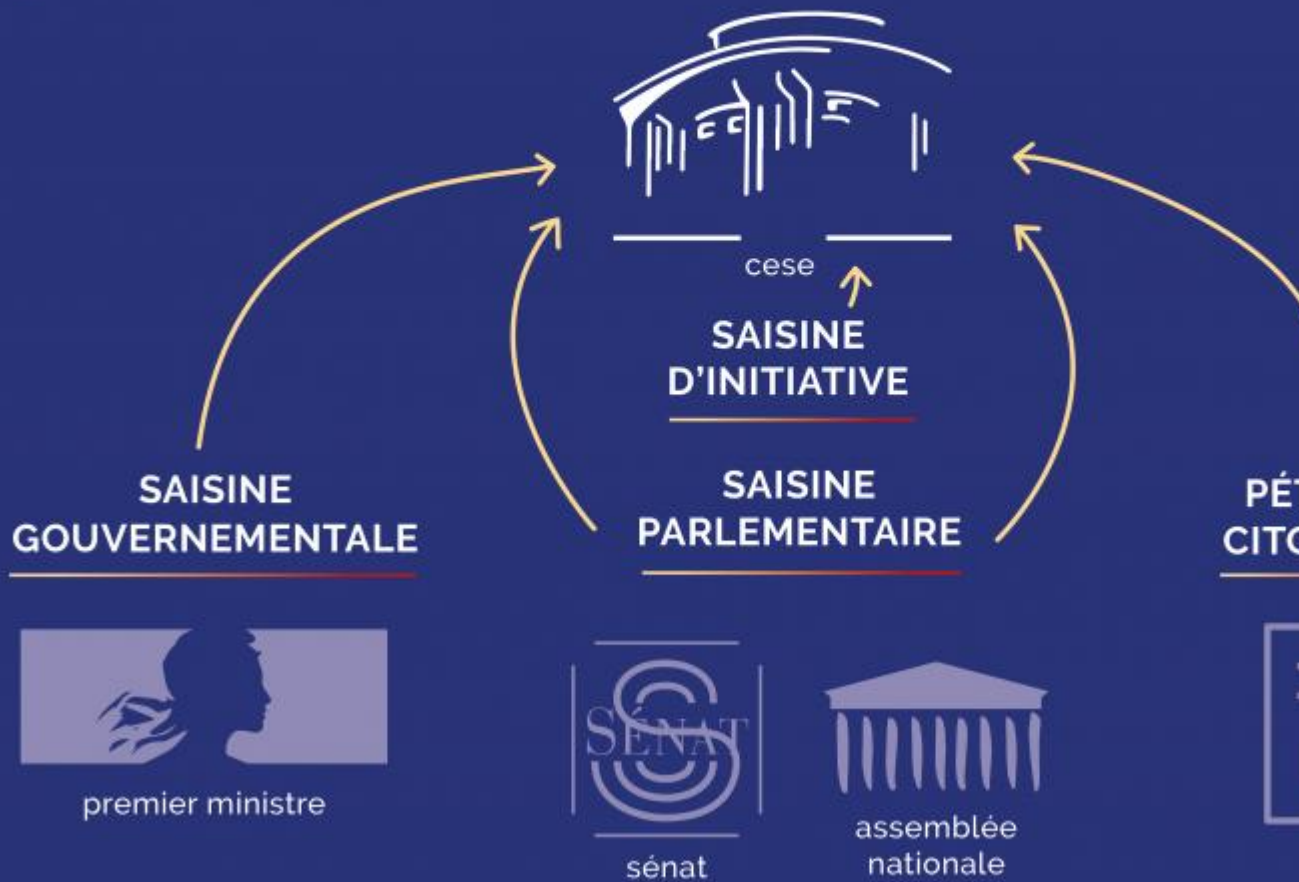
LIEN FORTIFIÉ A LES TERRITOIRES

CESER ↔ COMITÉS L



Qui peut saisir le CESE ?

Le CESE peut être saisi par le Gouvernement, le Parlement ou via une pétition citoyenne. Le CESE peut également s'autosaisir.





É É É

ÉCONOMIQUE

C C C

ÉCONOMIQUE

O O O

ÉCONOMIQUE

N N N

ÉCONOMIQUE

O O O

ÉCONOMIQUE

M M M

ÉCONOMIQUE

I I I

ÉCONOMIQUE

Q Q Q

ÉCONOMIQUE

U U U

ÉCONOMIQUE

INVESTISSEMENTS • DATA • COMMERCE • PLAN DE RELANCE • INDUSTRIE • ANALYSE DES CONTROVERSES • POLITIQUE
ENTREPRENEURIAT • RECHERCHE • JEUNES AGRICULTEURS • INFRASTRUCTURES DE RÉSEAU • RISQUES CHIMIQUES
ÉCONOMIE DU SPORT • AGRICULTURE URBAINE • PRÉ-ENSEIGNES • SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE DU NUMÉRIQUE
• MOBILITÉS • GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS • TPE-PME • EMPLOI DES SENIORS • FISCALITÉ LOCALE • TOURISME
AGRICULTURE • TOURISME ET NUMÉRIQUE • TRAVAIL INDÉPENDANT PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ • FERMES ACC
NATIONAL DE RÉFORME • FINANCEMENT TPE-PME • TRAITEMENTS • MÉDICAMENTEUX INNOVANTS • ÉVITEMEN
• CERTIFICATS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE • TERRITOIRES DE MONTAGNE • DISTRIBUTION DES PR
PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE • CROISSANCE • EMPLOI ...





FRANCOPHONIE • L
 • MÉTIERS DU LIEN
 CITOYENNE • COHÉS
 MER • HÔPITAL • DÉVI
 DE LA FRANCE • SER
 INTERGÉNÉRATIONN
 • LUTTE CONTRE L
 ESPACE PUBLIC • C
 MÉDIAS ET À L'INFO
 SEXUELS ET REPR
 SOCIÉTALE DES OR
 ÉVALUATION PUBLI
 MER • POLITIQUE M
 CHRONIQUES • ÉDU
 DU TRAVAIL • AD
 AGRICULTURE • SAN
 DE LA FONCTION P
 • PRATIQUES SPOR
 EUROPÉENS • PR
 DEMANDEURS D'A
 LA • POPULATION •
 ASSISES DES OUTRE
 RESPONSABLE • SA
 FEMMES HOMMES •
 DE CONFIANCE •
 SÉPARATIONS PAR
 SYNDICALES • ISOL
 EUROPÉENNE • S
 MINIMUM SOCIAL C
 AUX FEMMES • LOGE
 • LUTTE CONTRE LAC
 PUBLIQUE • JEUNES
 ET ENGAGEMENT
 EUROPÉENS • COO
 ÉGALITÉ RÉELLE OU
 • TERRITOIRES • C
 AGENDA 2030 ...



ENVIRONNEMENTAL ENVIRONNEMENTAL ENVIRONNEMENTAL

CLIMAT • ALIMENTATION DURABLE • BIODIVERSITÉ • DÉFORESTATION • NEUTRALITÉ CARBONE • SCIENCES ET SOCIÉTÉ • BIEN-ÊTRE ANIMAL • RECYCLAGE • PÊCHE • AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL • FINANCE DURABLE • HAUTE MER • RAPPORT DU GIEC • PARCS NATURELS RÉGIONAUX • NATURE EN VILLE • SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ ET D'ORIGINE DES PRODUITS ALIMENTAIRES • TRANSITION ÉNERGÉTIQUE • TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE • TRANSPORT MARITIME • QUALITÉ DE L'HABITAT • BIOÉCONOMIE DURABLE • TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE • JUSTICE CLIMATIQUE ...



AU COEUR DES INSTITUTIONS



ENRICHI DE LA PAROLE CITOYENNE

Aujourd'hui réformé, demain renouvelé, le CESE a été depuis 2015 acteur de sa mission et de la prise en compte de la parole citoyenne utilisant de nombreux dispositifs participatifs.

LANCEMENT DE CONSULTATIONS CITOYENNES

COMITÉ DE VEILLE ET DE TRAITEMENT DES PÉTITIONS EN LIGNE

INTÉGRATION PONCTUELLE DE GROUPES DE CITOYENS À SES TRAVAUX

ORGANISATION DE COMMISSIONS POUR

change.org

participez.lecese.fr



MesOpinions

AVAAZ



AVANT

LA RÉFORME

APRÈS

Depuis 2010, le CESE peut être saisi par voie de pétition citoyenne, respectant notamment les conditions suivantes :

- être établie : **par écrit**
ce qui exclut tout recours à une gestion électronique des signatures
- être signée par au moins :

500 000 personnes
majeures

Les conditions pour soumettre une pétition :

- possibilité de transmettre

**par voie
électronique**

- abaissement du seuil de signataires à :

150 000 personnes

et de l'âge minimum à **1**



1

comité de veille qui se réunit
tous les mois et demi

+ 8 millions
de signatures

10 avis
adoptés



- LES DÉSERTS MÉDICALS
- VIEILLIR DANS LA DIGNITÉ
- FIN DE VIE : LA FRANCE À L'HEURE DES CHOIX
- LES PERSONNES VULNÉRABLES SUR LA RUE : L'URGENCE
- FRACTURE ET TRANSITION ÉCARTÉE : RÉCONCILIER LA FRANCE
- LE BIEN-ÊTRE ANIMAL
- LA VALEUR DE LA MATHÉMATIQUE : PREMIÈRE SECONDAIRE
- LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION IMPORTÉE
- ENFANTS ET JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP
- L'HÔPITAL AU SERVICE DE LA SANTÉ POUR TOUS



Les groupes citoyens au CESE

C'est un processus de co-construction en pleine évolution.

Le CESE a intégré à plusieurs reprises des groupes citoyens dans le cadre de ses



- FRACTURES ET RÉCONCILIER L
- GÉNÉRATIONS CONSTRUIRE L
- DE DEMAIN
- VACCINATION



Le CESE utilise les plateformes numériques afin de recueillir l'avis des citoyens sur un sujet ou un sujet de société.

- L'ORIENTATION DES JEUNES
- FRACTURES ET TRANSITIONS : RÉCONCILIER LA FRANCE
- LES JEUNES ET L'AVENIR DU TRAVAIL
- L'HÔPITAL AU SERVICE DU DROIT À LA SANTÉ
- VACCINATION COVID-19 : ENQUÊTE SUR LES MOTIVATIONS ET HÉSITATIONS AU SUJET DE LA VACCINATION ; DÉBAT SUR LE PASSEPORT VACCINAL



SONIA, 32 ANS, VAL-DE-MARNE
membre du groupe citoyen réuni en 2020
« Générations nouvelles : construire
les solidarités de demain »

© Photo : Katrin Baumann

J'ai accepté tout de suite de participer à cette expérience pour plusieurs raisons. Tout d'abord, car je suis intéressée par les thèmes abordés qui sont ancrés dans l'actualité (chômage, retraite, santé...). Ensuite, pour rencontrer des personnes venant de milieux sociaux professionnels très différents du mien, j'ai tendance à ne côtoyer que des gens ayant le même profil que moi. Et enfin, pour découvrir une institution de la république et participer à un exercice de démocratie participative.

votre parole est prise en compte via le CESE

Haut lieu du **débat public** et **carrefour des consultations citoyennes** ! Le CESE est un nouveau pas très important vers une citoyenneté augmentée en s'ouvrant plus aux citoyens : signataire de pétition, citoyen voulant faire entendre leur voix, groupe jeune (dès vos 16 ans !)

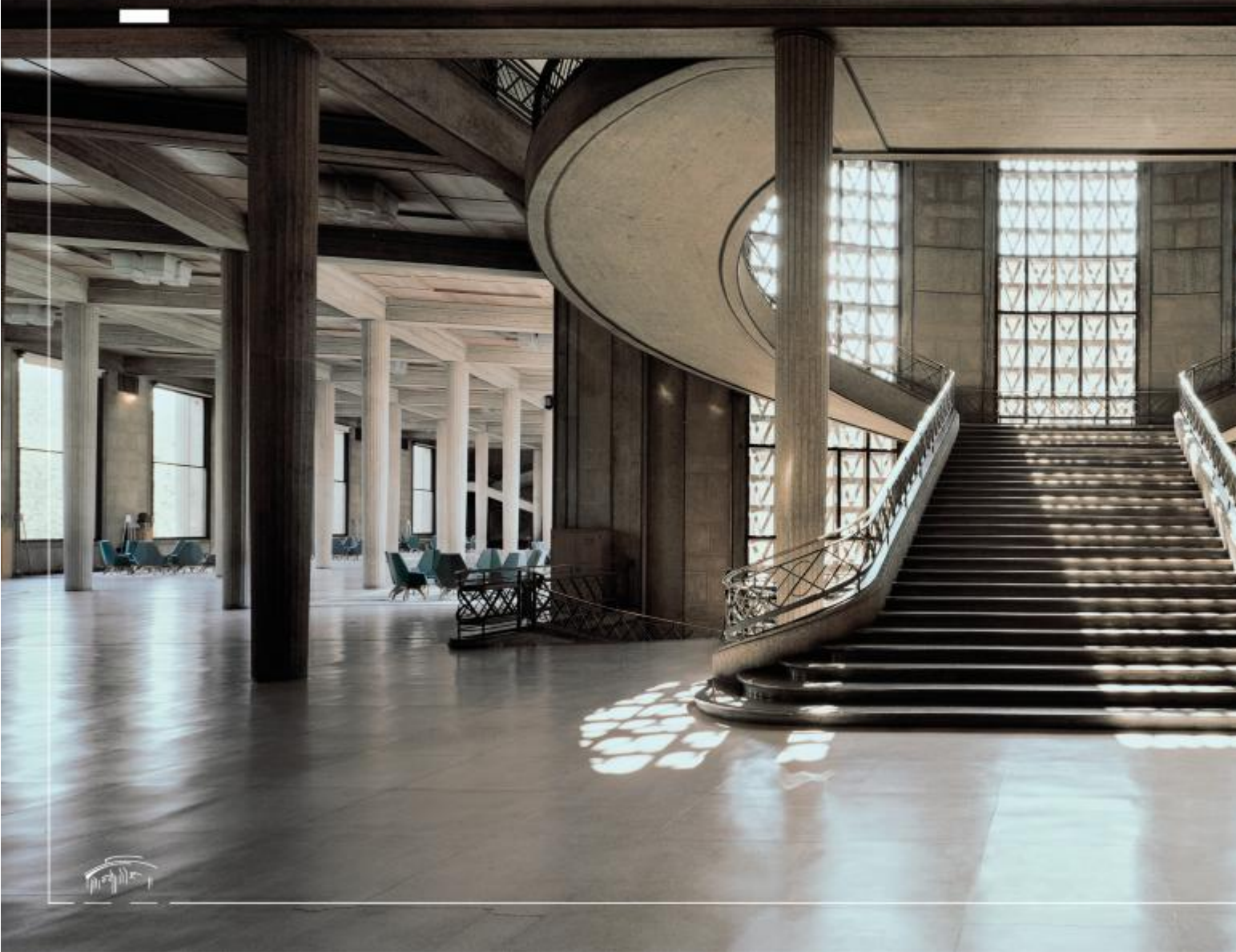
La troisième assemblée consultative est désormais un **levier de démocratie participative**



SAISISSEZ-NOUS !
EXPRIMEZ-VOUS !

participez.lecese.fr





En parallèle de sa réforme, le CESE rénove son siège : le Palais d'Iéna.
Le fonds de dotation Co-construire vient d'être créé.



1 VISITEZ LE PALAIS

2 ORGANISEZ VOTRE VISITE AU PALAIS

3 SOUTENEZ LA RENOVATION

Auguste Perret se voit confier en 1958 la construction du Musée des Travaux Publics, un projet qu'il dirige personnellement en

En utilisant toutes les potentialités esthétiques du béton armé, il crée un langage architectural. Auguste Perret adapte son style ajusté à la configuration de la salle de la forme de triangle : il place à son sommet une coupole qui dessine sa base en arc de cercle

SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



SUR LE SITE

www.lecese.fr

PAR MAIL

contact@lecese.fr



La réforme du

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



Une composition remaniée

Avec la réforme, **le nombre de membres siégeant au CESE passe de 233 à 175**. La composition se recentre sur la colonne vertébrale du CESE : organisations non gouvernementales, associations et syndicats.

Les 175 sièges sont répartis en 4 pôles :

- 52 représentants des salariés ;

- 52 représentants des entreprises, exploitants agricoles, artisans, professions libérales, mutuelles et chambres consulaires ;
- 45 représentants au titre de la cohésion sociale et territoriale et de la vie associative (dont 8 représentants des Outre-mer) ;
- 26 représentants au titre de la protection de la nature et de l'environnement.

Le détail des organisations représentées a été établi par décret le 24 mars 2021. [Consulter le décret n°2021-309 fixant la répartition et les conditions de désignation des membres du Conseil économique, social et environnemental.](#)

Afin de favoriser la transparence de l'institution, les membres du CESE voient par ailleurs leurs **obligations déontologiques** renforcées, notamment à travers la déclaration de conflit d'intérêts à réaliser à destination de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP).

L'intégration de la parole citoyenne aux travaux de la société civile organisée

La réforme fait du CESE **la chambre de la participation citoyenne**, via l'organisation de consultations publiques, sur la propre initiative du Conseil ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement. Innovation démocratique majeure dans une institution, cette ouverture aux citoyennes et citoyens peut prendre diverses formes : organisation de **conventions citoyennes** sur un sujet particulier, inclusion de **groupes de citoyens tirés au sort** aux travaux d'une formation de travail, ou encore **plateformes numériques**.

Les modalités de l'association du public à l'exercice des missions du CESE « doivent présenter des garanties de sincérité, d'égalité, de transparence et d'impartialité ». A ce titre, un garant sera nommé dès lors que la participation sera appuyée sur le dispositif de tirage au sort. Les résultats des consultations seront transmis au Premier ministre ainsi qu'aux Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La saisine du Conseil par voie de pétition facilitée et ouverte aux jeunes

Les conditions à remplir pour saisir le Conseil sur une problématique de nature économique, sociale ou environnementale, à travers une pétition, sont considérablement allégées :

- Les **pétitions adressées par voie électronique** seront désormais recevables ;
- L'âge minimum pour soutenir ou pour engager une pétition est abaissé à **16 ans** ;
- Le seuil permettant de déclencher la saisine du Conseil est quant à lui abaissé à **150 000 signatures**.

Cette modernisation de la saisine par voie de pétition du CESE constitue une étape décisive pour les citoyens qui, dès 16 ans, seront en capacité de faire entendre leur voix. Cette évolution se place dans la pleine continuité de la mission d'écoute active des attentes de la société que le CESE développe depuis plusieurs années avec son [dispositif de veille des pétitions](#).

La place du CESE dans le débat public renforcée

Le poids des travaux du CESE se voit renforcé par l'instauration d'un principe de subrogation et par la mise en place d'une procédure simplifiée.

Lorsque le CESE est consulté sur un projet de loi portant sur des questions à caractère économique, social ou environnemental, **le Gouvernement ne procédera pas aux consultations prévues par les textes**. L'avis du CESE se substituera ainsi à ceux de divers comités ou commissions, que le CESE pourra entendre afin de rédiger son avis.

Par ailleurs, la mise en place d'une **procédure simplifiée** permet au CESE de réaliser des retours rapides sur certains sujets qui le nécessitent. Dans ce cadre, la commission compétente émet un projet d'avis dans un délai de 3 semaines. Ce projet d'avis n'est pas voté en assemblée mais approuvé par le Bureau.

Une consolidation de la coopération avec les territoires

Dans le cadre de la réalisation de ses travaux, le CESE peut désormais **saisir une ou plusieurs instances consultatives auprès des collectivités territoriales**. Ces instances sont ainsi parties prenantes, de manière temporaire, de certains travaux des Commissions. Cette évolution concerne en particulier les CESER (Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux).

Calendrier de la réforme

Juillet 2020 : Le projet de loi portant réforme du CESE est présenté en Conseil des ministres

Septembre - décembre 2020 : Les débats parlementaires se déroulent à l'Assemblée nationale et au Sénat

15 décembre 2020 : Le Parlement adopte le texte définitif

15 janvier 2021 : La loi organique est publiée au Journal Officiel

1er avril 2021 : L'entrée en vigueur de la réforme du CESE est concomitante à l'installation de la future **mandature**, dont les membres sont en cours de nomination par leurs organisations. La séance plénière d'installation de la nouvelle mandature aura sans doute lieu durant la seconde quinzaine de mai. [En savoir plus sur l'inter-mandature au CESE.](#)

[Accéder au dossier Légifrance de la loi organique](#)

Récapitulatif en image :



Tags :

- [réforme](#)
- [Pétitions](#)
- [participation citoyenne](#)
- [CESE](#)